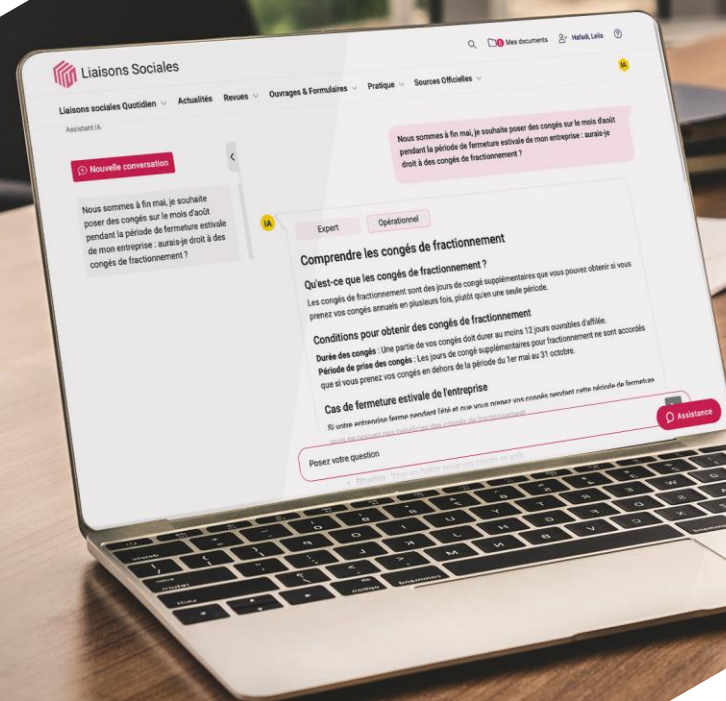




Liaisons Sociales

Guide d'utilisation Fonctionnalités IA



Une solution

LAMY LIAISONS | KARNOV GROUP

Toutes les **fonctionnalités** d'intelligence artificielle générative sont **intégrées à la plateforme** pour une expérience utilisateur optimale.

Dans le Hub IA

Mémo Legal

Analyser et synthétiser plusieurs documents importés

Création de mémos juridiques personnalisés et contextualisés sur une thématique à partir de l'agrégation de plusieurs documents importés

Dans LamyLia

IA conversationnelle juridique

Obtenez les réponses juridiques dont vous avez besoin

- Affiner la réponse dans le fil de la conversation
- S'appuie exclusivement sur le fond documentaire et officiel de Lamy Liaisons

Analyse de document

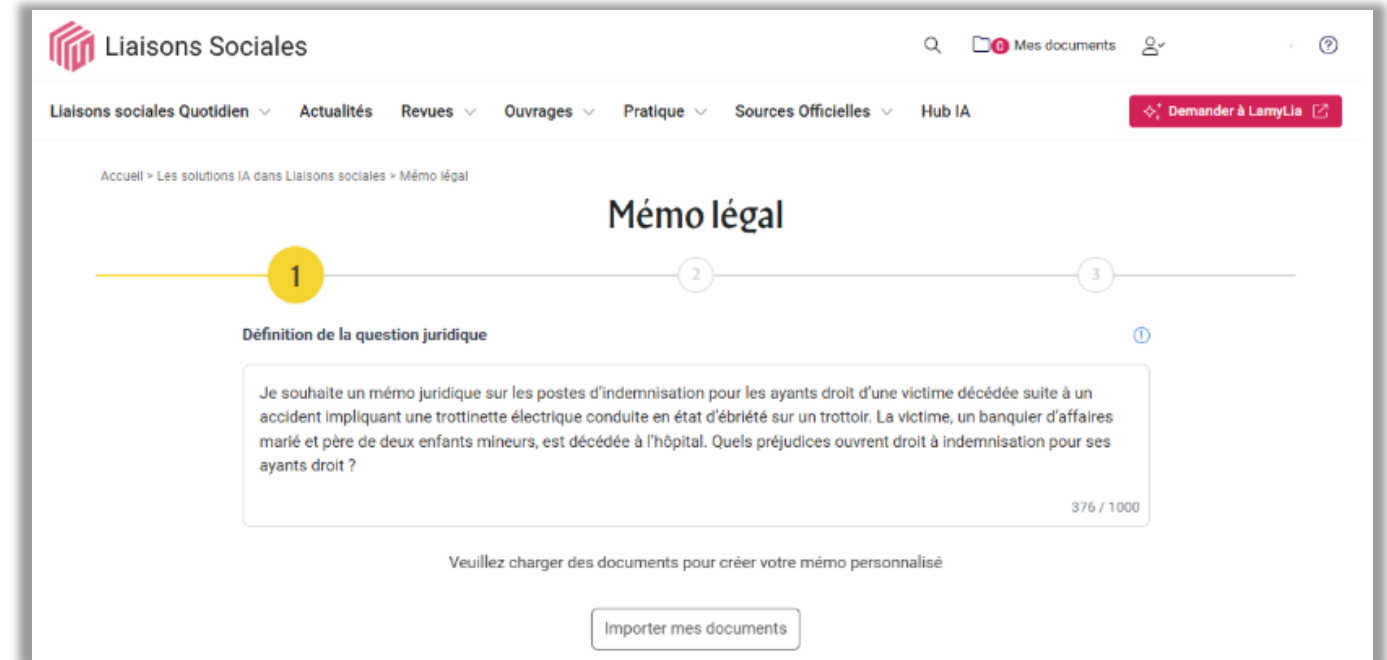
Interagir avec un document importé

- Analyse des contrats
- Analyse de la conformité
- Analyse d'arguments
- Analyse des faiblesses adverses

Transformez des volumes de documents en mémos juridiques synthétiques, contextualisés et adaptés à vos besoins.

Le Mémo légal est l'outil qui révolutionne la pratique juridique. Importez vos documents, posez votre question, et obtenez un mémo clair, structuré et personnalisable. Il permet :

- d'agréger des sources multiples de fichiers importés de votre documentation
- de contextualiser les informations autour d'une thématique spécifique

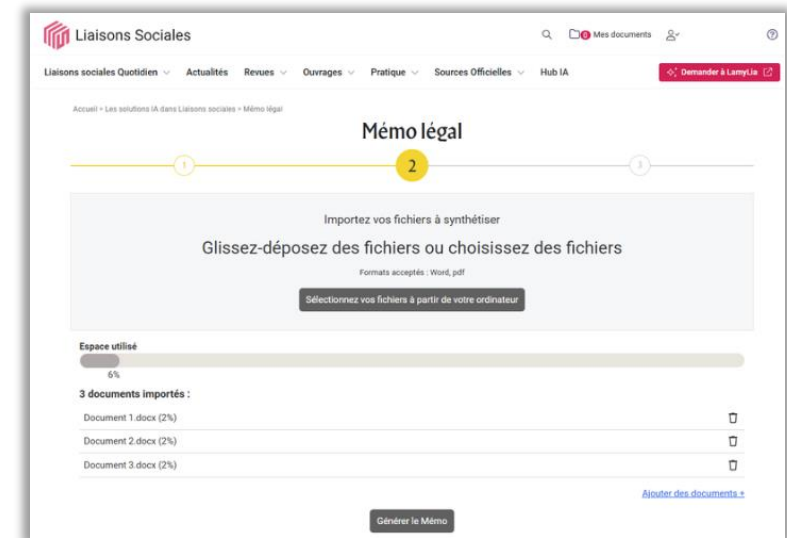


The screenshot shows the 'Mémo légal' interface on the Liaisons Sociales website. The page has a navigation bar with the logo and menu items: 'Liaisons sociales Quotidien', 'Actualités', 'Revues', 'Ouvrages', 'Pratique', 'Sources Officielles', and 'Hub IA'. A search icon, 'Mes documents', and a user profile icon are also present. A red button labeled 'Demander à LamyLia' is in the top right. The main content area features a breadcrumb trail: 'Accueil > Les solutions IA dans Liaisons sociales > Mémo légal'. The title 'Mémo légal' is prominently displayed. Below the title is a progress indicator with three steps, where the first step is highlighted in yellow and labeled '1'. The first step is titled 'Définition de la question juridique' and includes a text input field with a question: 'Je souhaite un mémo juridique sur les postes d'indemnisation pour les ayants droit d'une victime décédée suite à un accident impliquant une trottinette électrique conduite en état d'ébriété sur un trottoir. La victime, un banquier d'affaires marié et père de deux enfants mineurs, est décédée à l'hôpital. Quels préjudices ouvrent droit à indemnisation pour ses ayants droit ?'. A character count '376 / 1000' is visible at the bottom right of the input field. Below the input field, a message reads 'Veuillez charger des documents pour créer votre mémo personnalisé' and a button labeled 'Importer mes documents' is provided.

1. Posez la question juridique, **décrivez la problématique** (prompt)



2. Importez les documents à analyser



3. Générez le mémo juridique à partir de vos propres documents

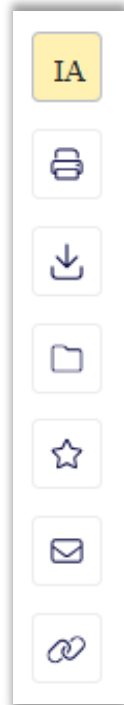


- Uniquement à partir de l'agrégation de multiples documents importés de l'utilisateur
- Formats acceptés : Word (.docx), PDF avec texte uniquement (pas de scan)
- Capacité / Taille maximale : 5 Mb avec jauge de capacité

Exploitez **rapidement** les documents que vous avez recherchés sur Liaisons Sociales

Exploitez rapidement les documents que vous avez recherchés sur Liaisons Sociales

Lorsque vous consultez un document de notre fonds Lamy Liaisons (ouvrage, article de revue ou décision de jurisprudence), vous pouvez **d'un simple clic dans la barre d'outils**



Accueil > Résultats > Congé et absences

420-18 - Congé et absences

Mis à jour le 22/02/2026

Le salarié malade avant son départ en congé. — Le salarié tombe malade avant son départ en congé et revient dans l'entreprise avant que la période de prise des congés ne soit close. Il conserve son droit à congé et peut l'exercer jusqu'à la fin de cette période. Dans ce cas, l'employeur, n'étant pas libéré de son obligation, doit permettre au salarié de prendre la part des congés non prise (Cass. soc., 16 févr. 1999, n° 96-45.364). De plus, il peut lui demander de prendre ses congés immédiatement après son retour d'arrêt de travail (Cass. soc., 4 déc. 1996, n° 93-44.907).

Si la période de prise des congés est clôturée, un report des congés non pris doit être accordé au salarié. Celui-ci peut ainsi prendre après son arrêt de travail des congés qu'il a acquis et qui n'a pas pu poser au cours de l'année en raison de sa maladie (Cass. soc., 24 févr. 2009, n° 07-44.488 ; Cass. soc., 3 févr. 2010, n° 07-41.446 ; Cass. soc., 28 sept. 2011, n° 09-70.612). Il en est de même en cas de rechute du salarié à la suite d'un accident de travail (Cass. soc., 16 févr. 2012, n° 10-21.300).

Fonctionnalités IA

Traduction Résumé

Traduction du document

The employee ill before their leave. — The employee falls ill before their leave begins and returns to the company before the leave period has ended. They retain their right to leave and may take it until the end of this period. In this case, the employer, not being released from their obligation, must allow the employee to take the portion of leave not taken (Cass. soc., Feb. 16, 1999, no. 96-45.364). Furthermore, the employer may require the employee to take their leave immediately after returning from sick leave (Cass. soc., Dec. 4, 1996, no. 93-44.907).

If the leave period is closed, a carryover of untaken leave must be granted to the employee. They may thus take, after their sick leave, leave they have accrued but could not take during the year due to illness (Cass. soc., Feb. 24, 2009, no. 07-44.488; Cass. soc., Feb. 3, 2010, no. 07-41.446; Cass. soc., Sept. 28, 2011, no. 09-70.612). The same applies in the event of a relapse following a work accident (Cass. soc., Feb. 16, 2012, no. 10-21.300).

The employee ill during their leave. — According to the Court of Cassation, except where a more favorable collective agreement or employer agreement applies, an employee who falls ill during their leave cannot demand its postponement or extension, nor compensation in lieu thereof (Cass. soc., Dec. 4, 1996, no. 93-44.907). The Court of Cassation's position evolved following the rulings of September 13, 2023, and the legislator's intervention on April 24, 2024.

Exporter en PDF



Le traduire en anglais


Fonctionnalités IA Traduction Résumé

> Traduction du document

The employee ill before their leave. – The employee falls ill before their leave begins and returns to the company before the leave period has ended. They retain their right to leave and may take it until the end of this period. In this case, the employer, not being released from their obligation, must allow the employee to take the portion of leave not taken (Cass. soc., Feb. 16, 1999, no. 96-45.364). Furthermore, the employer may require the employee to take their leave immediately after returning from sick leave (Cass. soc., Dec. 4, 1996, no. 93-44.907).

If the leave period is closed, a carryover of untaken leave must be granted to the employee. They may thus take, after their sick leave, leave they have accrued but could not take during the year due to illness (Cass. soc., Feb. 24, 2009, no. 07-44.488; Cass. soc., Feb. 3, 2010, no. 07-41.446; Cass. soc., Sept. 28, 2011, no. 09-70.612). The same applies in the event of a relapse following a work accident (Cass. soc., Feb. 16, 2012, no. 10-21.300).

The employee ill during their leave. – According to the Court of Cassation, except where a more favorable collective agreement or employer agreement applies, an employee who falls ill during their leave cannot demand its postponement or extension, nor compensation in lieu thereof (Cass. soc., Dec. 4, 1996, no. 93-44.907). The Court of Cassation's position evolved following the rulings of September 13, 2023, and the

Exporter en PDF 

En faire un résumé

Fonctionnalités IA Traduction Résumé

> Résumé du document

Résumé juridique sur les congés payés et la maladie

Ce document analyse l'évolution jurisprudentielle et législative récente concernant les droits des salariés en matière de congés payés en cas d'arrêt maladie, ainsi que les modalités de report et d'acquisition des congés.


1. Salarié malade avant ou pendant ses congés

Maladie avant le départ en congé :

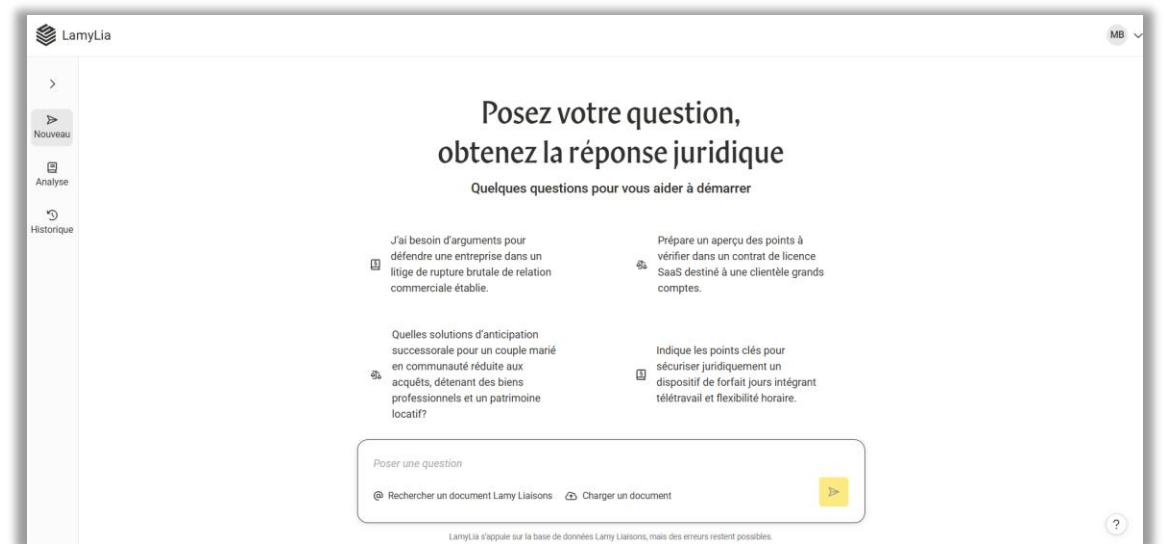
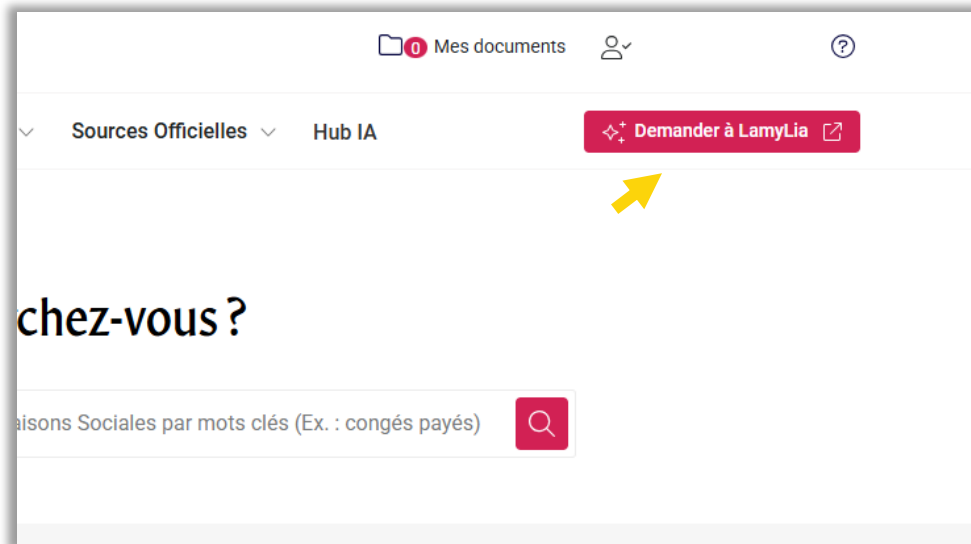
Le salarié conserve son droit à congé et peut l'exercer jusqu'à la fin de la période légale de prise des congés. L'employeur doit lui permettre de prendre les congés non pris (Cass. soc., 16 févr. 1999). En cas de clôture de la période, un report est obligatoire (Cass. soc., 24 févr. 2009 et suivants). Cette règle s'applique aussi en cas de rechute après un accident du travail (Cass. soc., 16 févr. 2012).

Maladie pendant les congés :

Jusqu'en 2023, la Cour de cassation refusait le report ou la prolongation des congés en cas de maladie survenant pendant la période de congé, sauf dispositions conventionnelles plus favorables (Cass. soc., 4 déc. 1996). Le salarié percevait uniquement l'indemnité de congés navés, sans complément maladie

Traduire (Anglais) Exporter en PDF 

Cliquez sur « **Demander à LamyLia** » en haut à droite de votre écran pour accéder à la plateforme.



L'accès est direct, vous n'avez pas besoin de vous identifier à nouveau.

Menu : Retrouvez l'historique des conversations, les épingler ou les supprimer.

Espace personnel

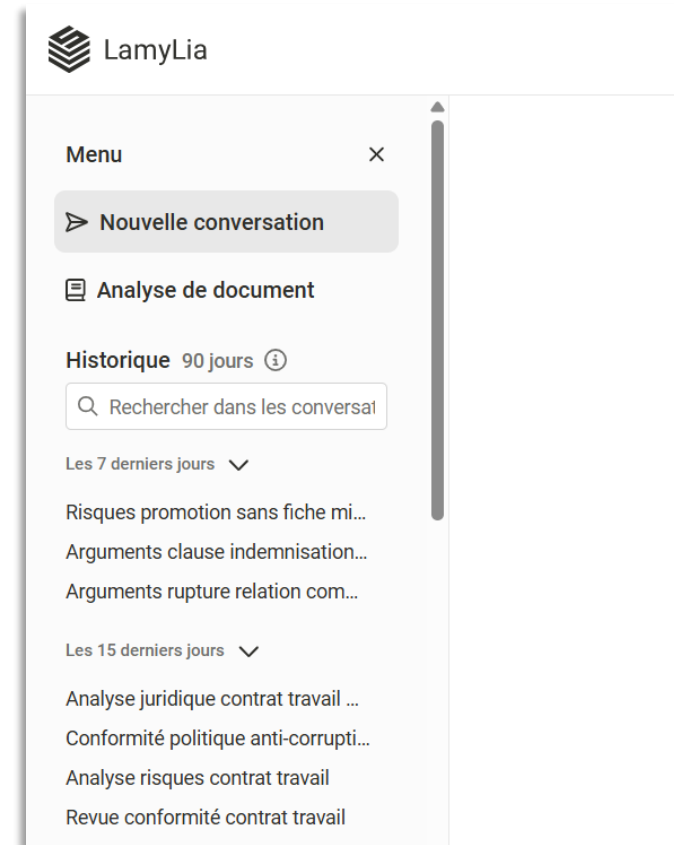
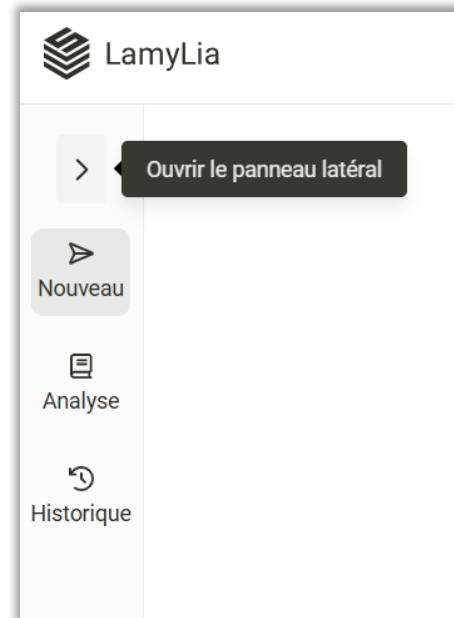


Barre latérale de prompt

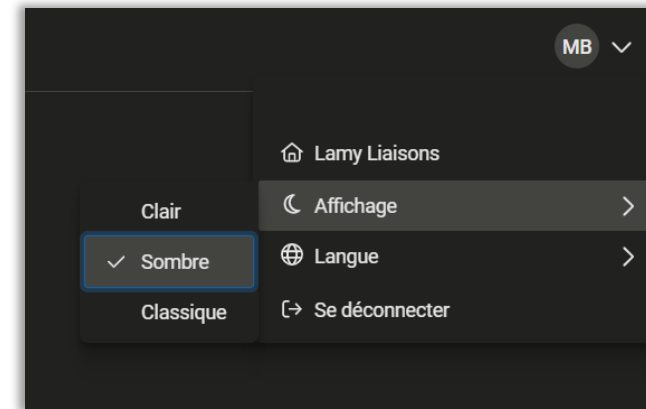
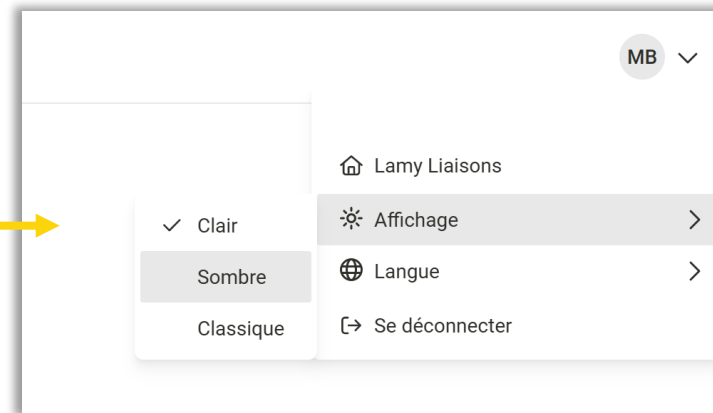
Questions suggérées pour vous aider à démarrer

A gauche de votre écran, accédez au menu qui regroupe :

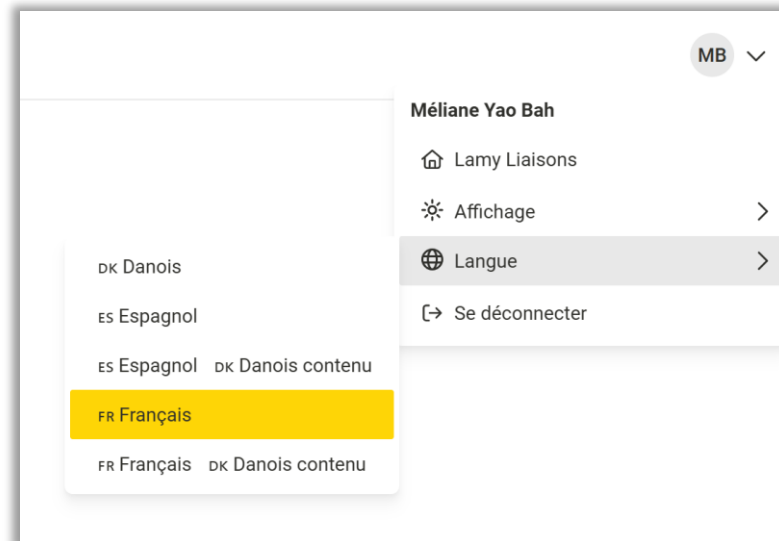
- Nouvelle conversation : cliquez sur cet onglet pour lancer une nouvelle conversation
- L'historique : vos conversations sont conservées jusqu'à 90 jours



Depuis votre espace personnel, sélectionnez le mode d'affichage de votre choix



Vous avez aussi la possibilité de sélectionner la langue de votre IA juridique

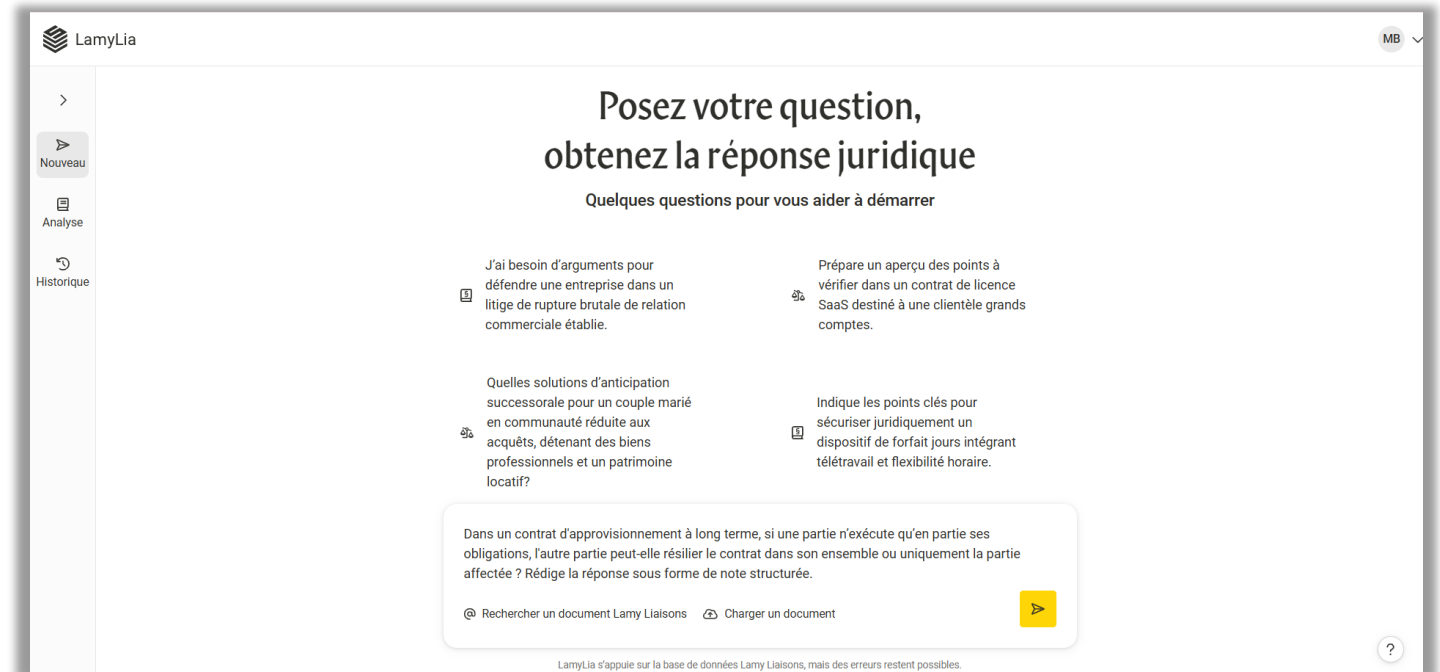


Formulez votre demande et obtenez un mémo juridique structuré, fiable et prêt à être partagé :

- Problématique
- Droit applicable
- Analyse argumentée
- Conclusion

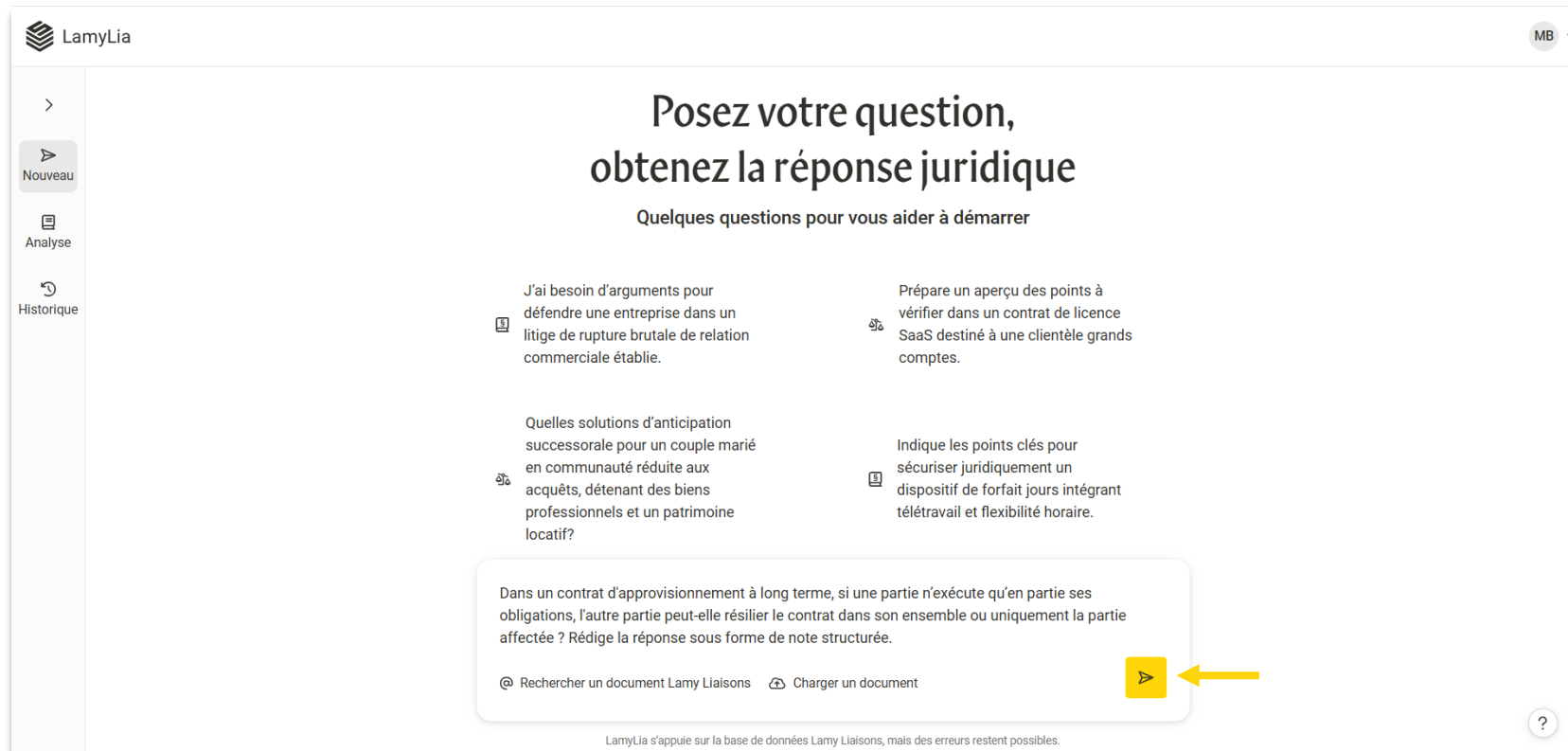
Avec:

- Sources citées
- Phase de réflexion visible
- Questions suggérées pour aller plus loin



Lors de la conversation, vous pouvez également demander d'autres types de livrables : note structurée, tableau, liste, version annotée, plan détaillé ...

Saisissez votre demande en langage naturel dans la barre latérale puis lancez l'analyse en cliquant sur la flèche.



The screenshot shows the LamyLia web interface. On the left is a sidebar with a search bar and three buttons: 'Nouveau', 'Analyse', and 'Historique'. The main area has a header 'Posez votre question, obtenez la réponse juridique' and a sub-header 'Quelques questions pour vous aider à démarrer'. Below this are four question cards. At the bottom, there is a search bar with a yellow arrow pointing to the search button. A footer note states: 'LamyLia s'appuie sur la base de données Lamy Liaisons, mais des erreurs restent possibles.'

LamyLia

MB

Posez votre question, obtenez la réponse juridique

Quelques questions pour vous aider à démarrer

- J'ai besoin d'arguments pour défendre une entreprise dans un litige de rupture brutale de relation commerciale établie.
- Prépare un aperçu des points à vérifier dans un contrat de licence SaaS destiné à une clientèle grands comptes.
- Quelles solutions d'anticipation successorale pour un couple marié en communauté réduite aux acquêts, détenant des biens professionnels et un patrimoine locatif?
- Indique les points clés pour sécuriser juridiquement un dispositif de forfait jours intégrant télétravail et flexibilité horaire.

Dans un contrat d'approvisionnement à long terme, si une partie n'exécute qu'en partie ses obligations, l'autre partie peut-elle résilier le contrat dans son ensemble ou uniquement la partie affectée ? Rédige la réponse sous forme de note structurée.

Rechercher un document Lamy Liaisons | Charger un document

LamyLia s'appuie sur la base de données Lamy Liaisons, mais des erreurs restent possibles.

Obtenez ensuite une réponse sous forme structurée

Note structurée

1. Choix du type de dépôt et de l'office

- Déterminer si vous déposez :
 - une demande de brevet français auprès de l'INPI (procédure nationale) 1 ;
 - une demande de brevet européen pouvant être déposée à l'INPI (en plus de l'OEB) 2 3 .
- Vérifier si le déposant a :
 - domicile ou siège en France ;
 - et s'il revendique ou non la priorité d'un dépôt antérieur en France (ce point conditionne l'obligation de déposer la demande européenne via l'INPI) 3 .

2. Modalités matérielles de dépôt auprès de l'INPI

- Utiliser la voie de dépôt appropriée (brevet français ou brevet européen déposé à l'INPI) :
 - dépôt électronique sur le site de l'INPI (modalité de principe ; le directeur général peut imposer le dépôt électronique pour faciliter examen et publication) 1 4 ;
 - à défaut ou par exception : dépôt au siège de l'INPI ou envoi postal aux coordonnées de l'INPI 1 5 .
- En cas de dépôt par télécopie (si admis) :
 - effectuer la régularisation officielle dans les 2 jours ouvrés suivant la réception de la télécopie 5 .
- Conserver le récépissé de dépôt (électronique ou autre) délivré par l'INPI qui matérialise la date de réception et donc la date de dépôt 1 2 6 .

Checklist

3. Analyse juridique

3.1. Cadre général des sanctions de l'inexécution partielle

L'article 1217 propose un **panel de sanctions** en cas d'inexécution ou d'exécution imparfaite : exception d'inexécution, exécution forcée en nature, **réduction du prix**, **résolution**, dommages-intérêts, cumulables si compatibles. 2

Deux idées structurent le régime :

- Principe de proportionnalité / gravité** : la résolution (totale ou partielle) est une sanction radicale réservée aux cas d'**inexécution suffisamment grave** (art. 1224 ; confirmation jurisprudentielle). 6 14 15
- Modularité de la réaction du créancier** : en cas d'exécution imparfaite (vices, retard, insuffisance quantitative), le créancier peut préférer la **réduction de prix** (art. 1223) ou une résolution **partielle** lorsqu'elle est compatible avec la structure du contrat (divisibilité des prestations, utilité maintenue du reste). 5 12

Dans un **contrat d'approvisionnement à long terme**, généralement à exécution successive, la question se pose de savoir si l'inexécution affecte :

- une **livraison déterminée** (quantum, qualité, calendrier), ou
- l'**équilibre global** de l'opération (obligations essentielles récurrentes, sécurité d'approvisionnement, exclusivité, etc.).

3.2. Réduction de prix et maintien du contrat en cas d'exécution imparfaite

3.2.1. Mécanisme de l'article 1223

Tableau comparatif

Point analysé	Arguments pour l'insertion / application	Arguments contre l'insertion / application
Sécurité juridique et prévisibilité des risques	Permet de prédéterminer le quantum de l'indemnisation en cas d'inexécution ; meilleure visibilité budgétaire (gestion du risque contractuel, intégration dans la politique d'assurance) ; fondement dans la liberté contractuelle (art. 1102 C. civ.) et la faculté d'aménager la réparation (art. 1231-3 C. civ.) 1 2 3	Peut rigidifier l'appréciation judiciaire du préjudice réel et aboutir à une indemnisation déconnectée du dommage effectivement subi de sous-indemnisation du créancier en présence de plafonds
Incitation à la bonne exécution du contrat	La clause pénale a une fonction comminatoire : elle incite le débiteur à exécuter correctement sous peine de sanction forfaitaire ; reconnue et encadrée par l'art. 1231-5 C. civ. (pouvoir modérateur du juge en cas de pénalité manifestement excessive ou dérisoire) 5 6	L'exclusion de certains types de préjudices (indirects, pertes d'opportunités et être réduite par le juge si elle est manifestement qui diminue son effet incitatif) 5 7
Répartition contractuelle des risques entre professionnels	Les clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité sont un instrument classique de répartition des risques économiques, notamment pour limiter la réparation aux seuls dommages directs, fixer des plafonds globaux de responsabilité, ou exclure certains postes de dommages ; la jurisprudence et la doctrine admettent en principe leur validité entre professionnels, sous réserve des règles d'ordre public 3 4	Le caractère trop dissuasif d'une clause pénale peut être analysé en particulier dans les contrats d'adhésion ou les relations de (centrales d'achat, grande distribution, prestataires de service clauses peuvent être sanctionnées sur le terrain du « déséquilibre (art. L. 442-1, L. 2° C. com.) 8 9 10
Réduction des coûts de transaction et de preuve	En cas de clause pénale, le créancier est dispensé de prouver l'ampleur de son préjudice : la somme est due en cas d'inexécution ou de retard, sous réserve de force majeure (art. 1231-1, 1231-5 C. civ.) ; cela simplifie et accélère le contentieux 5 11	La nécessaire appréciation par le juge du caractère « manifestement dérisoire » de la pénalité impose malgré tout une analyse du préjudice effectivement subi ; la clause pénale ne dispense pas de tout probatoire, comme l'illustre la jurisprudence récente exigeant de la pénalité et du dommage réel 12 7
	Permet de monétiser certains engagements (SLA, délais de livraison, niveaux de	Dans les relations asymétriques, ces clauses peuvent être im-

✕ Fermer l'affichage plein écran du tableau

En cliquant sur les icônes numérotées, consultez la source exacte de l'argument. Les sources sont basées sur les fonds de Lamy Liaisons



Code général des impôts

Article 790 G

I.- Les dons de sommes d'argent consentis en pleine propriété au profit d'un enfant, d'un petit-enfant, d'un arrière-petit-enfant ou, à défaut d'une telle descendance, d'un neveu ou d'une nièce ou par représentation, d'un petit-neveu ou d'une petite-nièce sont exonérés de droits de mutation à titre gratuit dans la limite de 31 865 € tous les « quinze » ans. Cette exonération est subordonnée au respect des conditions suivantes : 1o Le donateur est âgé de moins de quarante-vingts ans au jour de la transmission; 2o Le donataire est âgé de dix-huit ans révolus ou a fait l'objet d'une mesure d'émancipation au jour

Ouvrir dans Lamy Liaisons

Voir toutes les références

Accédez à la liste complète des références à la fin de la réponse.



Vous avez la possibilité de copier, liker, disliker ou d'imprimer la réponse.



Des questions suggérées vous sont proposées pour approfondir votre analyse.



Références 23 >



Vous pouvez aussi demander ▾

- Quelles sont les conditions précises pour qu'une inexécution soit considérée comme suffisamment grave justifiant la résolution totale du contrat ?
- Comment la jurisprudence récente interprète-t-elle la notion de résolution partielle dans les contrats à exécution successive ?
- Quels critères permettent de déterminer la divisibilité des prestations dans un contrat d'approvisionnement à long terme ?
- Quelles sont les conséquences juridiques d'une résolution partielle sur les prestations déjà exécutées et les obligations futures ?

Chargez vos documents et obtenez des solutions concrètes :

concrètes :

- **Analyse des contrats, clause par clause** : identifie et évalue les risques potentiels
- **Contrôle votre politique de conformité** : repère les défauts avant qu'ils ne deviennent problématiques, fournit un rapport détaillé
- **Optimise votre argumentation** : renforce la solidité de vos arguments, détecte les points faibles et leurs impacts...
- **Analyse les faiblesses de la partie adverse** : relève les insuffisances du raisonnement...



Sélectionnez l'analyse de votre choix :

- Analyse de contrat
- Analyse de la conformité
- Analyse de vos arguments
- Analyse des faiblesses adverses



The screenshot displays the LamyLia web application interface. At the top left, the LamyLia logo and name are visible. A navigation sidebar on the left contains icons for 'Nouveau', 'Analyse', and 'Historique'. The main content area features a large banner with the text 'Lamy Liaisons vous présente' and 'Analyse de document'. Below the banner, a section titled 'Choisissez une analyse' lists the 'Analyse des contrats' option, which includes a description of its capabilities and a 'Sélectionnez cette analyse' button. A small thumbnail image of a document is shown next to the description. The user's initials 'MB' are visible in the top right corner, and a help icon is in the bottom right corner.

LamyLia

Nouveau

Analyse

Historique

Lamy Liaisons vous présente

Analyse de document

Grâce à des analyses exclusives élaborées par nos experts, transformez la complexité du droit en solutions concrètes.

Choisissez une analyse

Analysez des contrats

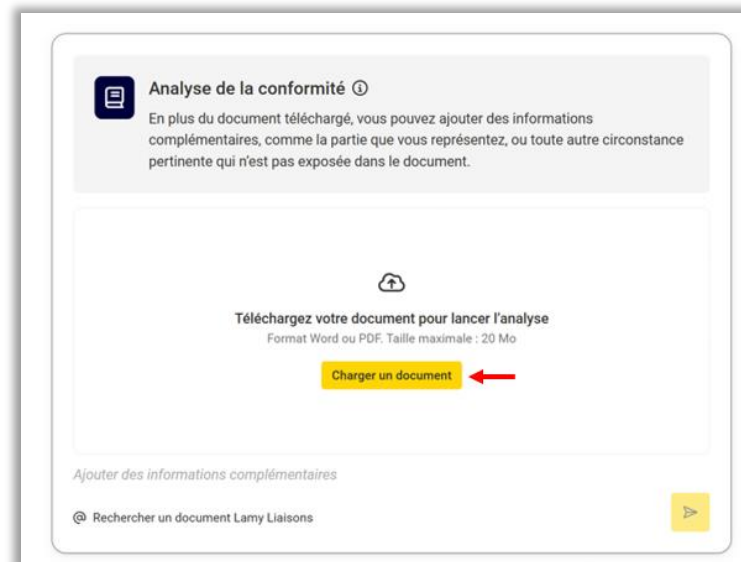
Analyse clause par clause, identification des principaux risques et déséquilibres, propositions de rédaction ou de renégociation, avec fondements juridiques expliqués de façon structurée. Pour les contrats de services, contrats de licence, contrats de distribution, conditions générales ou encore contrats de travail.

Sélectionnez cette analyse

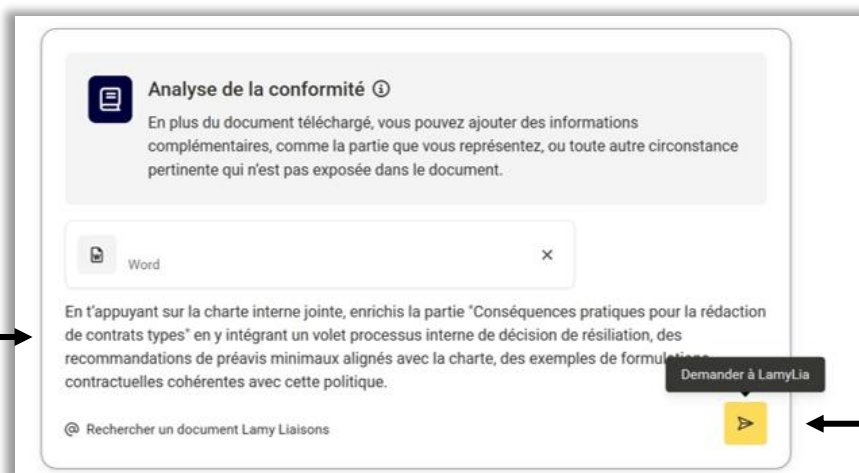
MB

?

Une fois votre analyse sélectionnée, cliquez sur « Charger un document » pour importer un fichier Word ou PDF (limite de 20 Mo).



Ajoutez des informations complémentaires qui ne sont pas exposé dans votre document afin d'avoir une analyse plus précise.



Demander à LamyLia

Cliquez ensuite sur la flèche pour lancer l'analyse.

Par la suite découvrez l'analyse proposée par votre IA juridique.

2. Résumé exécutif

Périmètre – Ce rapport identifie et évalue les risques juridiques résultant de la *Charte interne de résiliation des contrats B2B – TechLog Solutions* au regard du droit français en vigueur.

Principaux constats (focalisés sur les risques élevés / structurants)

La charte est globalement bien alignée avec les exigences du Code civil (force obligatoire, bonne foi, mécanismes de résolution/résiliation) et du Code de commerce (rupture brutale, déséquilibre significatif). Elle intègre notamment les principes de bonne foi et de loyauté lors de l'exercice des facultés de résiliation et insiste, à juste titre, sur l'importance d'un préavis raisonnable et d'une anticipation des difficultés contractuelles 1 2 3 4 5 .

Les principaux risques restent néanmoins d'ordre opérationnel et probatoire, et non de pure non-conformité textuelle :

- **Risque de rupture brutale de relations commerciales établies (L. 442-1, II C. com.)** : la charte prévoit une grille de préavis indicatifs cohérente, mais souligne elle-même que le préavis contractuel n'est qu'un minimum. Si, en pratique, les équipes se contentent du préavis contractuel dans des relations longues ou économiquement sensibles, TechLog s'expose à des actions fondées sur la rupture brutale, les juges appréciant souverainement la suffisance du préavis au regard de la durée de la relation, des investissements et de la dépendance du partenaire 4 6 7 8 9 .
- **Risque de déséquilibre significatif (art. 1171 C. civ. et L. 442-1, I, 2° C. com.)** : la charte identifie correctement les clauses à proscrire (résiliation "à tout moment, sans préavis ni indemnité", clauses très asymétriques). Cependant, ces interdits ne sont pas encore, à ce stade, traduits en exigences fermes pour les modèles de contrats ni assortis de contrôles systématiques. L'existence de contrats en stock comportant de telles clauses pourrait engager la responsabilité de TechLog pour soumission à un déséquilibre significatif, surtout en contexte d'adhésion 10 4 11 12 13 14 15 .
- **Risque lié à la résiliation immédiate pour faute et à la qualification de la gravité du manquement** : la charte encadre le recours à la résiliation immédiate (mise en demeure préalable sauf urgence, gravité objectivement établie), en phase avec les articles 1217, 1224 à 1226, 1229 et 1231-1 C. civ. 16 17 18 19 20 21 . Le risque ne réside pas dans le texte, mais dans la capacité des opérationnels à

Poursuivre la conversation

@ Rechercher un document Lamy Liaisons  Charger un document



En cliquant sur l'icône numérotée, consultez la source exacte de l'argument. Les sources sont basées sur les fonds de Lamy Liaisons

1

Code général des impôts

Article 790 G

I.- Les dons de sommes d'argent consentis en pleine propriété au profit d'un enfant, d'un petit-enfant, d'un arrière-petit-enfant ou, à défaut d'une telle descendance, d'un neveu ou d'une nièce ou par représentation, d'un petit-neveu ou d'une petite-nièce sont exonérés de droits de mutation à titre gratuit dans la limite de 31 865 € tous les « quinze » ans. Cette exonération est subordonnée au respect des conditions suivantes : 1o Le donateur est âgé de moins de quatre-vingts ans au jour de la transmission; 2o Le donataire est âgé de dix-huit ans révolus ou a fait l'objet d'une mesure d'émancipation au jour

Ouvrir dans Lamy Liaisons

Voir toutes les références

Accédez à la liste complète des références à la fin de la réponse.

Vous avez la possibilité de copier, liker, disliker ou d'imprimer la réponse.

Des questions suggérées vous sont proposées pour approfondir votre analyse.

Références 23 >



Vous pouvez aussi demander ▾

- Quelles sont les conditions précises pour qu'une inexécution soit considérée comme suffisamment grave justifiant la résolution totale du contrat ?
- Comment la jurisprudence récente interprète-t-elle la notion de résolution partielle dans les contrats à exécution successive ?
- Quels critères permettent de déterminer la divisibilité des prestations dans un contrat d'approvisionnement à long terme ?
- Quelles sont les conséquences juridiques d'une résolution partielle sur les prestations déjà exécutées et les obligations futures ?

Un bon prompt **détaille clairement la question**, ses limites et les **éléments que l'on souhaite** avoir à l'appui de cette réponse.

1. Précisez le contexte : détails spécifiques sur la situation, la problématique et vos objectifs.

Comment résilier un contrat de prestation de services si le prestataire ne respecte pas ses obligations ? = contexte précisé

2. Structurez les demandes complexes : segmentation de vos sous-questions en plusieurs points

"Quelles sont les conséquences d'un accident lors d'un séminaire ?" = une réponse trop générale peut être fournie

Que dit la loi sur le licenciement abusif? Détaille les conditions de reconnaissance du licenciement, les recours du salarié et les sanctions encourues par l'employeur » = très précis

3. Spécifier les éléments de réponse attendus : références juridiques, jurisprudence, exemples, liste des étapes, etc.

*Quelle est la procédure pour licencier pour faute grave ?
Raisonne par étapes. Précise les droits du salarié pendant la procédure.*